

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE

LILLE, le 21/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GALLOO PLASTICS

1 Avenue du Port Fluvial
59250 Halluin

Références :

- arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 29/07/2010
- arrêté préfectoral complémentaire du 05/06/2022
- inspection – contrôle inopiné 2023

Code AIOT : 0007002868

Pièces jointes :

- Annexe confidentielle : /
- **Autres annexes : projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure**

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2023 dans l'établissement GALLOO PLASTICS implanté 1 Avenue du Port Fluvial 59250 Halluin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre de la campagne des contrôles inopinés réalisés diligentés par l'inspection de l'environnement au titre de l'année 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALLOO PLASTICS

- 1 Avenue du Port Fluvial 59250 Halluin
- Code AIOT : 0007002868
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Créée en 1997, la société Galloo plastics est spécialisée dans le recyclage des polymères. Après avoir implanté une unité pilote en Belgique pour commencer son activité, elle s'est installée à l'échelle industrielle dans la commune d'Halluin depuis 2000.

Son activité consiste au recyclage de matières plastiques concassées et purifiées provenant des biens de consommation (automobile, électroménager, équipements électriques et électroniques en fin de vie, etc.).

Dans un premier temps, le site procède à une préparation de la matière entrante par triage, broyage et lavage. Ensuite, il produit par extrusion, des matières premières plastiques sous forme de granulés qui sont réutilisés dans les secteurs de l'automobile, de l'horticulture, du bâtiment, etc.

L'entreprise fonctionne 11 mois sur 12 (4 semaines d'arrêt sont consacrées à la maintenance des installations).

Les horaires de travail du site sont étalés du lundi 5h00 au samedi 21h00, avec 3 postes de production (5h00-13h00, 13h00-21h00, 21h00-05h00) en 4 équipes de 4 personnes. La production annuelle de Galloo Plastics est de l'ordre de 20 000 tonnes de matières plastiques recyclées.

Le site est initialement autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 27/01/2000 pour l'exploitation d'une usine de recyclage de polymères.

Suite à une extension du site, les prescriptions réglementaires ont été reprises au travers de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 29/07/2010.

Le site est soumis à autorisation pour les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

- 2714.1 : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711 pour une quantité annuelle de 90 000 tonnes;
- 2791-1 : installation de traitement de déchets non dangereux correspondant au broyage, au triage et à l'extrusion de morceaux de polymères pour une capacité de traitement de 350 t/j.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- contrôle inopiné du rejet à l'atmosphère en sortie de l'extrudeuse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 29/07/2010, article 3.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Conduits et installations raccordées	AP Complémentaire du 15/06/2022, article 3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	VLE des concentrations dans les rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 15/06/2022, article 4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Quantités maximales rejetées	AP Complémentaire du 15/06/2022, article 5	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle inopiné portant sur les rejets atmosphériques du site Galloo Plastics réalisé au titre de l'année 2023 met en évidence des valeurs non conformes en terme de concentration et de flux sur le paramètre des Composés Organiques Volatiles (COV), en terme de flux de poussières. En outre, les caractéristiques de conduits présentes également des non-conformités.

Cette situation est similaire à celle déjà constatée lors du contrôle réalisé au titre de l'année 2022. Suite aux valeurs non conformes relevées en 2022, l'exploitant avait indiqué procéder à des essais d'installations de traitement visant à traiter l'effluent non conforme. Ainsi par courriel du 15 février 2023, il indiquait à l'inspection avoir passé commande d'une machine de test. Le bon de commande communiqué indique que le matériel est un dépoussiéreur par voie humide. Ce matériel a, à priori, vocation à traiter uniquement les poussières, il ne répond donc pas à la problématique liée aux rejets de COV.

Par courriel du 21 juin 2023, l'exploitant a communiqué un rapport de mesures sur le rejet atmosphérique réalisé par la société SOCOTEC (référéncé A1482/23/6 du 15/05/2023). Le prélèvement a eu lieu le 25/04/2023.

Si les résultats semblent indiquer une amélioration sur le paramètre des poussières, les valeurs limites sur le paramètres des COVnm en terme de concentration et de flux demeurent non conformes. L'exploitant précise encore agir sur le mode de traitement de son rejet à l'atmosphère.

(la moyenne des concentrations est de 287 mg/Nm³ pour une VLE maximale autorisée de 50 mg/Nm³ et la moyenne des flux est de 2,034 kgC/h pour une VLE maximale autorisée de 0.7 kgC/h)

En conséquence, l'inspection maintient les conclusions de son rapport du 16/11/2022 en réitérant sa proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure, arrêté qui n'a pas été signé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2010, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.</p> <p>Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.</p> <p>Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p> <p>Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.</p> <p>Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions de la norme NF 44-052 (puis norme EN 13284-1) sont respectées.</p> <p>Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.</p> <p>Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.</p> <p>La dilution des rejets atmosphériques est interdite.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport référencé "rapport n°NPCP230066-23-13-R0" du 14/04/2023 fait état d'une non conformité à la norme NF 44-052 identifiant des brides non normalisées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Conduits et installations raccordées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/06/2022, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions générales de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 3 – Le tableau de l'article 3.2.3 – Conditions générales de rejet – de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 juillet 2010 susvisé est supprimé et remplacé par le tableau suivant : Hauteur en m : 10 Diamètre en m : 0,4 Débit nominal en Nm ³ /h : 12 000 – 14 000 Vitesse mini d'éjection 5 m/s
Constats : Les caractéristiques de la cheminée sont conformes au descriptif de l'arrêté préfectoral. Les résultats du contrôle inopiné réalisé le 21/03/2023 par l'organisme IRH sont repris dans le rapport référencé "rapport n°NPCP230066-23-13-R0" du 14/04/2023. Lors du contrôle inopiné réalisé le 21/03/2023 pour lequel les prélèvements ont été réalisés par l'organisme IRH - le débit des gaz sec aux conditions normales est en moyenne de 9 367 Nm ³ sec/h soit en dessous de la valeur réglementaire de 12 000 Nm ³ /h. - la vitesse d'éjection moyenne est en moyenne de 14.8 m/s soit au dessus de la valeur minimale imposée de 5 m/s.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : VLE des concentrations dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/06/2022, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, VLE en concentrations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 4 – Le troisième alinéa de l'article 3.2.4 – Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques – de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 juillet 2010 susvisé est supprimé (« à une teneur en O ₂ précisée dans le tableau ci-dessous »). Le tableau de l'article précité est supprimé et remplacé par le tableau suivant : Concentrations instantanées en mg/Nm ³ Conduit n°1 : <ul style="list-style-type: none">• Poussières : 40• COVNM : 50• Styrène : 15• Benzène : 18• Formaldéhyde : 19
Constats : Les résultats du contrôle inopiné réalisé le 21/03/2023 par l'organisme IRH sont repris dans le rapport référencé "rapport n°NPCP230066-23-13-R0" du 14/04/2023. Les émissions en termes de concentration pour les paramètres Poussières, Styrène, Benzène et Formaldéhyde sont conformes. Les émissions en terme de concentration pour le paramètre COVnm sont non conformes. Sur les 3 essais réalisés, les valeurs en concentrations sont toutes non conformes (essai 1 : 138 mg/Nm ³ ; essai 2 : 129 mg/Nm ³ et essai 3 : 130 mg/Nm ³) et la moyenne des concentrations est de 132 mg/Nm ³ pour une VLE maximale autorisée de 50 mg/Nm ³ .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Quantités maximales rejetées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/06/2022, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, VLE en flux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 5 – Le tableau de l'article 3.2.5 – Quantités maximales rejetées - de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 juillet 2010 susvisé est supprimé et remplacé par le tableau suivant : Flux (en kg/h) Conduit N° 1 : <ul style="list-style-type: none">• Poussières : 0,13• COVNM : 0,7• Styrène : 0,05• Benzène : 0,08• Formaldéhyde : 0,08
Constats : Les résultats du contrôle inopiné réalisé le 21/03/2023 par l'organisme IRH sont repris dans le rapport référencé "rapport n°NPCP230066-23-13-R0" du 14/04/2023. Les émissions en terme de flux pour les paramètres Styrène, Benzène et Formaldéhyde sont conformes. Les émissions en termes de flux pour les paramètres : - COVnm (sur les 3 essais réalisés, les valeurs en flux sont toutes non conformes (essai 1 : 1,6 kgC/h ; essai 2: 1,5 kgC/h et essai 3 : 1,5 kgC/h) et la moyenne des flux est de 1,5 kgC/h pour une VLE maximale autorisée de 0.7 kgC/h. et - Poussières (la moyenne des flux est de 0,34 kgC/h pour une VLE maximale autorisée de 0.13 kgC/h. sont non conformes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois